

<https://la-sociale.online/spip.php?article779>

Politique, politicaillerie, ou petits arrangements à "gauche"

- Editoriaux -

Date de mise en ligne : lundi 16 mai 2022

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

Lorsqu'il a quitté le parti socialiste en 2008, **Jean Luc Mélenchon** a suscité un réel espoir chez des centaines de milliers de Français. Il affirmait par cette rupture son opposition au cours libéral qui s'était emparé du Parti socialiste depuis déjà quelques décennies, et son refus de continuer à participer à cette politicaillerie sans principes dont les fins de congrès du PS, marquées par des synthèses improbables, étaient devenues l'illustration parfaite.

Aujourd'hui, le leader de la France insoumise se retrouve à la tête des quelques 20% des suffrages qui se sont portés sur la France insoumises, des 25 à 30% regroupés par la « gauche » dans son ensemble. Ce score signifie sans nul doute une victoire pour le leader de la F.I., victoire acquise dans les faits sur les décombres de la gauche, toutes tendances confondues, mais victoire en réalité bien illusoire. Sur le plan électoral, la France insoumise a réalisé ses scores dans les quartiers communautarisés, notamment où l'islamisme est développé, et dans les centres-ville auprès d'une petite bourgeoisie aisée bien plus sensible à « l'anti-fascisme » clamé à hue et à dia qu'à la question sociale qui concerne les ouvriers et les salariés.

Dans ces conditions, il est probable que le mirage « Mélenchon premier ministre » une fois passé, il ne reste pas grand-chose de cette élection pour aider les couches populaires. En effet, hors d'une situation électorale, cela ne constitue pas un parti, ni même un rassemblement, ni même un "rassemblement gazeux", permettant d'intervenir efficacement dans la vie.

Une semaine seulement après les déchirements qui ont conduit à une pléiade de candidats se réclamant de la gauche pour l'élection présidentielle, après des relations tendues à l'extrême, voilà que l'unité serait retrouvée dans la perspective des législatives.

Certains se risquent à vouloir comparer 2022 à 1936, le « bloc populaire » au Front populaire. Pourtant, les deux situations n'ont strictement rien à voir.

> En 1936, c'est sur la base d'un parti communiste et d'une SFIO très forts que se réalise l'unité, et surtout la base d'une mobilisation populaire qui loin d'être défiante à l'égard de ces partis les pousse à réaliser le nécessaire.

> En 2022, les PS et PCF connaissent leurs derniers soubresauts avant de tomber dans la frange groupusculaire des organisations destinées à faire de la figuration.

Le bloc qui en découle est sans principes et illustre assez bien la politicaillerie que Mélenchon disait vouloir fuir en 2008. Certaines investitures sont révélatrices, de Bouhafs à Rousseau en passant par une série de verts ou socialistes macron-compatibles. Contrairement à l'argument officiel qui place le programme au centre de cette unité de façade, toutes les questions un peu sérieuses sont éludées ou ignorées, avant l'échéance électorale, tellement les positions sont divergentes.

> Sur **le nucléaire**, les uns veulent en sortir, les autres renforcer le parc des centrales.

> Sur **l'Europe**, les uns désirent désobéir si nécessaire, les autres faire allégeance et ne contrarier en rien la construction européenne, l'Union européenne et l'euro.

> Sur **l'Ukraine**, les uns prônent une solution diplomatique lorsque les autres applaudissent la livraison d'armes aux Ukrainiens et de fait la poursuite de la guerre.

Politique, politicaillerie, ou petits arrangements à "gauche"

> Sur **la sécurité**, les uns reconnaissent la nécessité et l'action de la police républicaine lorsque les autres ne sont adeptes que du « police partout, justice nulle part ».

> Sur **la laïcité**, les uns s'appuient sur l'islamisme lorsque les autres refusent toute compromission...

> Sur **la question sociale**, il y a autant de distance entre les uns et les autres qu'entre les partisans des « lois travail » socialistes et leurs opposants...

...

Les principes ont beau dos. Il y a fort à parier qu'une fois l'échéance électorale passée, tout cela volera en éclat. Les petites boutiques parlementaires survivront sans doute avec des groupes, des bureaux, et des moyens alloués. Mais la réalité de la vie n'aura que faire de ces représentations.

La lutte des classes, qui s'est exprimée de façon déformée sur le terrain électoral, aura tout le loisir de reprendre ses droits, rassemblant dans un même mouvement l'immense majorité des salariés, des ouvriers, des jeunes, des retraités, des travailleurs dépendants et indépendants. Comme cela s'exprime à la moindre occasion, "**le plus tôt sera le mieux**" ...

Jacques Cotta

Le 15 mai 2022